

Les crédits

secteurs de l'industrie. Quand les gouvernements reconnaîtront-ils qu'ils font, en fait, partie du problème et non de la solution?

• (1135)

Je voudrais renseigner le gouvernement libéral sur ce qu'est réellement le secteur privé, car il ne le perçoit pas tel qu'il est.

Les dépenses excessives du gouvernement entraînent une augmentation des impôts. Toute augmentation des impôts signifie une diminution des capitaux disponibles sur le marché, ce qui se traduit par une baisse de la demande. Lorsque la demande baisse, la consommation baisse et des entreprises doivent fermer leurs portes. Et le cycle continue. C'est en raison de ce cercle vicieux qu'il y a 1,6 million de chômeurs au Canada.

Il faut de l'argent pour engendrer la richesse. Or, le gouvernement enlève trop d'argent aux personnes qui sauraient comment le dépenser et retire l'argent du système. Il se demande ensuite pourquoi le nombre de chômeurs augmente.

C'est la dette qui est responsable du chômage dans notre pays. Les libéraux voudraient nous faire croire qu'elle n'est que l'un des nombreux facteurs qui font que des millions de Canadiens sont en chômage. En fait, le gouvernement est en train d'ajouter un montant de 41 milliards de dollars—espérons que ce ne soit pas plus—à la dette, ce qui la portera à 550 milliards de dollars d'ici la fin du prochain exercice. Ce sont la dette et les intérêts sur la dette qui sont responsables de ce problème.

À l'heure actuelle, le taux de chômage est de 11,2 p. 100. À la fin de l'année, selon les prévisions du ministre des Finances, selon les prévisions qu'il a présentées à la Chambre, en comptant le programme d'infrastructures qui coûtera six milliards de dollars et les 168 000 emplois à court terme qui seront créés, le taux de chômage aura légèrement diminué et s'établira à 11,1 p. 100.

C'est un dixième de pour cent. Est-ce cela que les libéraux appellent de la création d'emplois? Est-ce que les Canadiens, surtout ceux du centre du pays, obtiennent les changements qu'ils ont réclamés et que leur ont promis les libéraux? La réponse est non.

Le ministre du Développement des ressources humaines a déjà dit dans cette enceinte que le capital créait des emplois. Jusque-là, il a raison. En tant qu'homme d'affaires, je sais que c'est vrai, mais ce que les politiciens d'en face ne semblent pas comprendre, c'est qu'il y a une grande différence entre dépenser de l'argent emprunté et dépenser des capitaux propres qui n'ont pas à être remboursés.

Le secteur privé comprend très bien la différence. Il est temps que les politiciens apprennent. Le capital à risque motive, le capital du gouvernement se gaspille. Le gouvernement va dépenser six milliards pour son programme d'infrastructures. Puisque cet argent sera dépensé de toute façon, il devrait l'utiliser pour construire le type d'infrastructures qui permettrait au secteur productif de l'économie, c'est-à-dire le secteur privé, de fonctionner plus efficacement, ce qui, en retour, conduirait à la création de véritables emplois à long terme.

Le rôle du gouvernement devrait être de créer un climat, un environnement, une infrastructure économiques qui facilitent l'investissement, plutôt que d'investir lui-même. C'est le secteur privé qui le fera pour lui.

Dans son discours, à la conférence du G-7 qui s'est tenue à Detroit récemment, le ministre de l'Industrie a parlé de développer un réseau national de promotion de la technologie qui offrirait des services techniques dans tout le Canada. Ça a l'air bien. Le ministre a dit: «On encouragera les petites entreprises à travailler plus étroitement avec les établissements de recherche du secteur public, afin d'améliorer la commercialisation de nouvelles techniques, de nouveaux produits ou de nouveaux services.»

Quand le gouvernement écouterait-il ce que dit la petite entreprise? «Laissez nos poches tranquilles, cessez de nous harceler et laissez-nous le champ libre pour que nous puissions créer des emplois valables à long terme.»

Je vais donner un exemple concret de cela. Lorsque le gouvernement parle de créer une superautoroute de l'information, en collaboration avec le secteur privé et avec la participation financière du gouvernement, je crois qu'il devrait regarder ce qui se passe au sud de la frontière et voir comment on répond aux besoins aux États-Unis.

Deux entrepreneurs, William Gates et Craig McCaw, se sont associés pour construire un gigantesque réseau de la communication mondiale. Aux États-Unis, on répond aux besoins du consommateur et non à ceux du gouvernement. Je tire cela d'un article du *Financial Post* du mardi 22 mars. Si des députés libéraux le lisaient, ils y apprendraient sûrement des choses.

Le gouvernement n'a pas à construire une superautoroute de l'information aux frais des contribuables.

En libérant le marché de toute intervention gouvernementale, on crée des possibilités, des encouragements et de vrais emplois, des emplois satisfaisants et à long terme. Cela produit de vraies recettes et montre clairement aux investisseurs et à tous les Canadiens que le pays veut un avenir basé sur la prospérité, et non sur l'aide gouvernementale et l'endettement.

Le gouvernement libéral doit encourager le secteur privé à utiliser des fonds propres, et non de l'argent emprunté, comme c'est le cas actuellement. Au lieu d'utiliser leurs capitaux propres, depuis trop longtemps nos gouvernements ont pris l'habitude de compter sur l'emprunt pour financer leurs programmes de création d'emplois à court terme, qui profitent à des groupes particuliers, et non à l'ensemble de la société.

• (1140)

Dans un discours qu'il a prononcé devant le G-7, le ministre de l'Industrie a dit que des dépenses d'infrastructure bien planifiées ouvraient la porte à la création immédiate d'emplois à court terme, c'est-à-dire pendant la période des travaux, et qu'en outre, à plus long terme, il y aurait des retombées du fait de l'activité économique accrue ainsi suscitée.